

**L'Élan de juin pour le changement climatique:
1^{er}-10 juin 2020**

Les gouvernements ont adopté l'Accord de Paris sur le changement climatique en 2015 et, ce faisant, ont convenu de prendre des mesures pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 à 2° C au-dessus des niveaux préindustriels. La première série d'engagements nationaux sur le climat, connus sous le nom de Contributions déterminées au niveau national (CDN), soumis par les gouvernements en 2015, a été au-dessous de ce qui est nécessaire pour prévenir les pires impacts climatiques. Toutefois, prévoyant cela, les pays ont inclus dans la conception de l'Accord des étapes / cycles quinquennaux destinés à faire le point sur les progrès accomplis et à encourager des contributions plus ambitieuses. Ainsi, le Temps de l'action du Chili/Madrid, adopté en 2019, souligne l'urgence d'une ambition renforcée permettant de s'assurer des efforts les plus élevés possibles de toutes les Parties. Compte tenu de cela, tous les gouvernements sont désormais appelés à soumettre des CDN nouvelles ou révisées, plus ambitieuses d'ici fin 2020.

Les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à l'Accord de Paris prévoient de se réunir à Bonn en juin 2020 pour poursuivre les travaux et soutenir une plus grande ambition. Cependant, en raison de la pandémie de COVID-19, la conférence de Bonn sur le changement climatique a été reportée de juin à octobre 2020. Une réunion en face à face n'ayant pas été possible à tenir, la CCNUCC a décidé d'organiser une série d'événements virtuels pour maintenir l'action climatique et la dynamique et pour discuter des sujets en cours et de questions émergentes, comme celle d'une récupération durable de la pandémie. Ils ont également convenu que ni négociations ni prises de décisions officielles n'auraient lieu lors de ces événements, étant donné leur format virtuel.

En huit jours, ont eu lieu 17 manifestations ouvertes et six manifestations supplémentaires nécessitant une inscription, dont, notamment, des réunions des organes constitués. Plusieurs événements étaient liés au travail des organes constitués, qui sont les organes axés sur la mise en œuvre de divers aspects de la Convention et de l'Accord de Paris. Ces organes techniques y ont fait le point sur l'état d'avancement de leurs travaux et sur leurs plans futurs. Des réunions officielles ont également eu lieu, le comité chargé de faciliter la mise en œuvre et de promouvoir le respect de l'Accord de Paris a tenu sa première réunion et les principaux examinateurs des Rapports biennaux et des Communications nationales se sont réunis pour partager leurs

expériences. D'autres événements ont abordé les sujets en cours et des questions émergentes, comme celle d'une récupération durable de la pandémie.

L'Élan de juin pour le changement climatique était mené sous la direction des Présidents de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). Les réunions en ligne ont permis aux Parties et aux autres parties prenantes de continuer à échanger leurs points de vue et à partager des informations afin de maintenir la dynamique et de montrer la progression de l'action climatique dans les circonstances particulières auxquelles le monde est actuellement confronté.

DANS CE NUMÉRO

Séance d'ouverture	2
Renforcer le soutien aux PMA: aperçu d'une récente réunion de bilan des travaux du Groupe d'experts.....	2
Édition 2020 du lancement du Processus d'examen technique sur l'adaptation	3
9 ^e Forum de Durban sur le renforcement des capacités ..	3
Réunion d'information sur les Travaux conjoints de Koronivia sur l'agriculture	4
Actualisation du mécanisme technologique de la CCNUCC	5
Où en sommes-nous avec les CDN : renforcer l'action contre le changement climatique en 2020	5
Dialogue avec les parties prenantes du Groupe de travail sur la facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones	6
Séance de clôture	7
Glossaire	7

Nonobstant les difficultés rencontrées pour trouver les moments appropriés pour réunir des participants répartis sur de nombreux fuseaux horaires et disposant de différents degrés de connectivité Internet, il n'y a finalement pas eu de gros problèmes perceptibles pendant la réunion. Dans certains cas, les qualités audio et vidéo étaient loin d'être parfaites, comme on s'y attendait un peu. L'échange avec l'audience en ligne de ces événements ouverts a été relativement limité. Cependant, au moins une réunion a traité de questions soumises à l'avance, d'autres ont accepté des questions soumises via la plateforme en ligne durant l'événement, et deux réunions ont mené des discussions interactives en direct avec les membres du public. À la séance de clôture du 10 juin, il y avait eu 12 000 vues des différentes séances.

Cette note d'information résume certaines réunions tenues au cours des huit jours de l'Élan de juin pour le changement climatique.

Séance d'ouverture

Lundi 1^{er} juin, le Président du SBSTA, Tosi Mpanu Mpanu (République démocratique du Congo), a souligné l'impératif d'une action climatique. Il a souligné le besoin de parvenir à un accord sur les questions devant être adoptées lors de la prochaine Conférence des Parties (CdP), reportée à novembre 2021.

La Présidente du SBI, Marianne Karlsen (Norvège), a déclaré que le moment était venu de veiller à ce que la récupération du COVID-19 replace le monde dans le cheminement vers les objectifs de l'Accord de Paris.

L'ONU et la vision de la CCNUCC pour 2020 à la lueur de la pandémie du COVID-19 et des opportunités de rétablissement durable: Melinda Crane, Deutsche Welle, a modéré cette table ronde. Au cours de la discussion, tous les conférenciers ont appelé à une relance verte et inclusive après la pandémie.

Selwin Hart, Sous-secrétaire général de la Climate Action Team, a décrit les six mesures du Secrétaire général des Nations Unies relatives au climat pour façonner la relance. Il a déclaré que cela allait de l'investissement dans des emplois verts et de l'établissement de liens entre les plans de sauvetage et les objectifs de l'Accord de Paris, à l'arrêt des subventions accordées aux combustibles fossiles, à la prise en compte des risques climatiques et à l'impératif de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte alors que nous nous rétablissons ensemble. Il a appelé à un «écosystème de soutien» pour aider les pays en développement à entreprendre une relance verte.

La Présidente de la COP 25, Carolina Schmidt (Chili), a parlé des nouvelles CDN du Chili, en particulier son inclusion d'une stratégie de transition juste. Julio Cordano, Président de la COP 25, a souligné que les CDN et les stratégies à long terme constituent un cadre pour les efforts de relance.

Le Président désigné de la COP 26, Alok Sharma (Royaume-Uni), a appelé les Parties à soumettre des CDN ambitieuses et à s'engager à réduire davantage les émissions, d'ici 2030. Il a souligné que l'énergie, la transparence, les solutions fondées sur la nature, l'adaptation et le financement allaient être les principaux thèmes de la COP 26.

La Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Patricia Espinosa, a souligné que 2020 est encore, pour les pays, une année cruciale pour remplir leurs engagements au titre de l'Accord de Paris, notamment en soumettant des CDN améliorées d'ici la fin de l'année.

En réponse aux questions, les conférenciers ont mis en exergue l'appui du public pour reconstruire en mieux, ainsi que le soutien croissant de la part des investisseurs, des chefs d'entreprises et de plusieurs pays.

Action climatique et ambition 2020 à la lumière des réunions récentes telles que les Dialogues de Placencia et de Petersberg, ainsi que des publications récentes d'entités scientifiques: Musonda Mumba, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a modéré la table ronde.

Lois Young (Belize), Présidente de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a déclaré que le Forum de Placencia a montré que le cycle d'ambition de l'Accord de Paris devait commencer sans délai et sans recul. Elle a souligné trois jalons pour 2020 : soumettre des CDN nouvelles ou mises à jour, fournir 100 milliards de dollars par an et progresser sur les résultats de la COP 26, tels que les calendriers communs et l'Article 6 (mécanismes marchands et non marchands).

Karsten Sach (Allemagne) a présenté les trois messages du dialogue de Petersberg : les plans de relance économique doivent être alignés sur l'Accord de Paris et sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030; les récupérations vertes doivent avoir lieu dans le monde entier; et les CDN renforcées et les stratégies à long terme ne doivent pas être reportées.

Niklas Hoehne, New Climate Institute, a qualifié la réduction des émissions liée au coronavirus d'ajournement. Il a noté que les gouvernements pourraient consacrer 10 à 30% de leur PIB à l'effort de relance, et 2,5% du PIB paieraient pour les technologies vertes afin de lutter efficacement contre la crise climatique.

En réponse aux questions, les conférenciers ont souligné la nécessité de soutenir les municipalités et les pays en développement. Ils ont également souligné l'importance de l'arrêt des subventions aux combustibles fossiles, de l'amélioration de l'efficacité énergétique et du renforcement de la résilience.

Séance de clôture: Le Président du SBSTA, Mpanu Mpanu, a rappelé que de nombreux orateurs ont souligné leur engagement en faveur de l'action climatique et en faveur d'une relance verte et inclusive. Il a mis en relief le rôle important des peuples autochtones en tant que sources de solutions pour la crise climatique.

La Présidente du SBI, Karlsen, a rappelé aux participants que ces événements virtuels n'ont pas de statut officiel et ne préjugeront pas des discussions futures. Elle a souligné que les organes subsidiaires et constitués soutiendront et guideront les Parties durant cette période sans précédent.

Renforcer le soutien aux PMA: aperçu d'une récente réunion de bilan des travaux du Groupe d'experts

La Présidente du Groupe d'experts des pays les moins avancés (GEPMA), Hana Hamadalla Mohamed (Soudan), a modéré l'événement, qui a utilisé un logiciel de sondage en temps réel pour collecter les contributions du public pour le travail du GEPMA portant notamment sur: les défis liés au COVID-19 affectant la fourniture du soutien; l'impératif de veiller à ce que le soutien à l'adaptation se poursuive; et l'élaboration de stratégies permettant de minimiser les retards dans les activités au niveau national.

Évoquant nombre de chocs affectant les pays les moins avancés (PMA) et des réponses insuffisantes face au dérèglement climatique, à l'échelle mondiale, le Président du Groupe des PMA, Sonam Phuntsho Wangdi (Bhoutan), a appelé à l'adoption

d'approches pan-gouvernementales capables d'atteindre le niveau local et de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles du pays. Il a souligné la vision PMA 2050, qui vise à réaliser des voies de développement résilientes au changement climatique d'ici 2030 et de zéro émissions d'ici 2050, et a déploré que les PMA ne reçoivent actuellement que 0,6% des 97 milliards USD nécessaires pour financer les plans climat.

Opportunités et défis dans l'amélioration de la fourniture de soutien aux PMA: Nikki Lulham, membre du GEPMA (Canada), a présenté les points saillants d'une réunion de bilan du GEPMA tenue à Antananarivo, à Madagascar, du 10 au 12 février 2020, soulignant une augmentation de la disponibilité de l'assistance technique.

Pa Ousman Jarju, Secrétariat du Fonds vert pour le climat (FVC), et Chizuru Aoki, Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ont présenté un rapport sur le soutien accordé aux PMA pour la formulation et la mise en œuvre de plans nationaux d'adaptation (PNA). Jarju a souligné que le FVC peut envoyer des experts dans les PMA pour soutenir le développement du PNA, et a mis en exergue le soutien disponible pour transformer les idées de projet en notes conceptuelles et propositions de financement. Il a fait état de l'approbation de 32 propositions de planification pour l'adaptation des PMA.

Aoki, via une présentation enregistrée, a rendu compte de l'approbation de 34 projets au cours des deux premières années de la septième reconstitution du FEM (FEM-7), et a signalé que les PMA sont très vulnérables au COVID-19 et qu'ils nécessitent des efforts ciblés.

Lacunes et besoins émergents liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris dans les PMA, y compris ceux émergent de l'épidémie du COVID-19: Adao Soares Barbosa (Timor-Leste) a expliqué en détail comment les confinements, les fermetures de frontières et les exigences de distanciation sociale ont affecté les préparatifs du PNA du Timor-Leste, faisant état de plans de tenir des discussions virtuelles pour finaliser sa première soumission de PNA.

Mokoena France (Lesotho) a parlé des difficultés rencontrées dans le télétravail pour progresser sur le PNA du pays, y compris le manque d'accès à Internet et des outils nécessaires, et a suggéré un soutien accéléré pour permettre la mise en œuvre du PNA début 2021. Il a également identifié le besoin d'une prise en charge de l'accès aux outils de réunion virtuelle afin de permettre la transition vers un mode de travail virtuel.

Modalités pour la fourniture d'un soutien aux PMA: Kenel Delusca, Vice-président du GEPMA (Haïti), a partagé les mises à jour sur le travail de soutien technique du GEPMA, y compris l'initiative des PNA ouverts basés sur la collaboration multipartite et des ateliers consacrés à l'élaboration des propositions de projet et à l'accès au financement. Il a indiqué que certains PMA sont en passe de publier leurs PNA en 2020.

Manuel José Salidas, Président de la COP 25, a salué le rôle du GEPMA dans le soutien à la formulation des PNA, des programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) et du programme de travail des PMA.

Archie Young, future Présidence de la COP 26, a déclaré que la pandémie avait jeté un éclairage sur l'importance de renforcer la résilience, et a souligné la solidarité internationale pour soutenir les PMA et mettre en œuvre l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable. Il a parlé du soutien

du Royaume-Uni à l'initiative des PMA pour des mesures d'adaptation et de résilience efficaces (LIFE-AR) lancée à la COP 25, et a souligné que l'ambition allait au-delà de la réduction des émissions et comprenait l'intensification des moyens de mise en œuvre, la protection des écosystèmes naturels, la construction de l'adaptation et la minimisation des pertes et dommages.

Les questions de l'auditoire ont porté notamment sur la garantie que le financement du FVC renforce les capacités au niveau local, le soutien aux PMA confrontés au COVID-19 et le soutien à court terme pour la poursuite des travaux sur les PNA. Les conférenciers ont suggéré d'adopter l'exemple du Népal en matière d'élaboration de plans locaux d'adaptation, parallèlement aux PNA, et d'intégrer des initiatives du niveau local dans le processus des PNA.

En conclusion, le Président du GEPMA, Mohamed, a noté les besoins accrus de soutien des PMA en raison du COVID-19, appelant à de nouvelles façons de penser et d'intensifier le soutien financier et technique disponible, et de maximiser les synergies implicites dans la récupération du COVID-19.

Édition 2020 du lancement du Processus d'examen technique sur l'adaptation

Ouvrant la réunion sur l'Édition 2020 du lancement du processus d'examen technique sur l'adaptation (TEP-A), le Président du SBSTA, Mpanu Mpanu, et la Présidente du SBI, Karlsen, ont déclaré que le TEP-A offrira un espace pour la poursuite des discussions sur l'adaptation au cours des prochains mois, et qu'il sera axé sur « l'éducation et la formation du public, la participation du public et les jeunes pour renforcer l'action d'adaptation ».

Les Coprésidentes du Comité de l'adaptation, Cecilia da Silva Bernardo (Angola) et Alessandra Sgobbi (Italie), ont expliqué que le processus est destiné à impliquer les multiples parties prenantes et que le thème 2020 est une réponse à la vague mondiale sans précédent de mobilisation des jeunes et du public en faveur de l'action climatique et une reconnaissance de leur rôle dans la contribution à l'effort d'adaptation. Elles ont annoncé que ce processus virtuel comprendra de multiples modalités, y compris des discussions de groupe, des ateliers, des notes d'orientation et un concours entre des cas vécus.

Les représentants des jeunes Yugratna Srivastava, Plant-for-the-Planet Foundation, Ana Clara Cassanti, Global Center on Adaptation, et Lyndsay Walsh, Groupe de travail sur l'adaptation des organisations non gouvernementales de jeunesse (YOUNGO), ont souligné que la crise climatique est une question de justice inter-générationnelle, avec ceux qui contribuent le moins et souffrent le plus, et ont appelé à favoriser la résilience des plus vulnérables dans le cadre d'une « relance juste et verte après le COVID-19 », et à inciter les jeunes à répondre aux besoins des générations futures.

9^e Forum de Durban sur le renforcement des capacités

La présidente du SBI, Karlsen, a ouvert la réunion tenue sous le thème « Renforcer les capacités pour soutenir le cadre de transparence amélioré - assurer la cohérence et la coordination des actions et du soutien ». Elle a souligné que le renforcement de l'ambition et de l'action exige à la fois le renforcement des capacités et la transparence. Elle a expliqué que le Forum de cette année était aligné sur le domaine d'intervention du Comité de

Paris sur le renforcement des capacités (CPRC) et que les résultats informeront le CPRC lors de sa quatrième réunion du 22 au 25 juin 2020.

Arif Goheer (Pakistan), Président du Groupe consultatif d'experts (GCE), a appelé au renforcement des capacités des pays en développement conformément aux exigences supplémentaires en matière de communications nationales à travers un soutien adéquat. Edith Ofwona Adera, Centre de recherches pour le développement international, et Roberta Ianna (Italie), membre du CPRC, ont co-moderé la réunion.

Allocution spéciale: Transparence dans le nouveau régime climatique: Jigme et Xuehong Wang, Secrétariat de la CCNUCC, ont présenté les dispositions en matière de mesure, de notification et de vérification (MNV) pour les pays en développement dans le contexte de la Convention et du Cadre de transparence renforcée (CTR) de l'Accord de Paris, signalant que les pays ont besoin de cadres institutionnels plus solides et de capacités renforcées. Wang a indiqué que 57 pays en développement ont soumis des Communications de mise à jour biennales (CMJB).

Alyssa Ng, CGE, a présenté les priorités stratégiques du CGE pour les exercices 2020-2026 et les résultats d'une enquête sur les besoins émergents connexes.

Table ronde: Au sujet de l'évaluation et l'amélioration de l'efficacité du soutien et de l'action en matière de renforcement des capacités, Clifford Mahlung, (Groupe de négociation sur les petits États insulaires en développement (PEID)), a souligné l'importance de renforcer les capacités locales à long terme. Concernant les bonnes pratiques apprises du MNV, Sandra Motshwanedi (Afrique du Sud), a identifié le démarrage des travaux et la mise en place précoce des dispositifs et systèmes institutionnels.

Juliet Meredith (Royaume-Uni) a cité le Forum de Durban, le Forum CPRC et le Centre de renforcement des capacités du CPRC comme des forums appropriés pour promouvoir et améliorer la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités à l'appui du CTR. Damiano Borgogno, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a expliqué comment la coopération Sud-Sud peut permettre de partager des expériences, d'inciter les pays à s'émuler mutuellement et d'être rentable.

Fabian Klemme, Partenariat sur la transparence dans l'Accord de Paris (PATPA-GIZ), a attiré l'attention sur le renforcement des capacités en matière de statistiques et des dispositions institutionnelles pour évaluer et améliorer l'efficacité du soutien et de l'action dans le domaine du renforcement des capacités. Klemme a souligné les difficultés rencontrées dans les soumissions de CMJB, notant qu'environ 100 pays n'ont pas encore soumis leurs premières CMJB, qui sont « les bonnes pratiques pour le CTR ». Il a ajouté que le PATPA est en train d'élaborer un guide de processus pour la Communication biennale sur la transparence (CTR).

Dans leurs réponses aux questions, les conférenciers ont souligné : la nécessité de modèles climatiques à plus haute résolution pour les PEID; que les pays en développement devraient entamer le processus de CTR dès que possible; la nécessité d'un travail sur demande et dans le pays, et de partenariats à long terme pour renforcer les capacités locales; et l'utilisation d'indicateurs de performance permettant de garantir que le soutien est transformationnel.

Discussions en petits groupes et clôture: Les participants ont participé à des séances modérées en petits groupes. Dans un compte rendu des discussions sur les besoins et les lacunes dans le renforcement des capacités à la suite de l'adoption du résultat de Katowice, Borgogno a souligné le besoin d'outils de projection et de modélisation, notant que plusieurs sont disponibles, mais que déterminer celui qui est le plus approprié peut s'avérer difficile.

Au sujet des enseignements tirés du renforcement des capacités en matière de MNV pour le CTR, Henning Wuester, Initiative for Climate Action Transparency, a souligné que les communications s'améliorent au fur et à mesure, que les dispositions institutionnelles sont essentielles et que les préparatifs du CTR devraient être en cours.

Au sujet de l'évaluation et de l'amélioration de l'efficacité des mesures de renforcement des capacités, Chisa Umemiya, Institute for Global Environmental Strategies, a identifié un manque de méthodologies d'évaluation communes et la nécessité de parvenir à une entente commune sur la voie à suivre.

S'agissant de la cohérence et la coordination des mesures de renforcement des capacités pour le CTR, Yamide Dagnet, World Resources Institute, a suggéré d'assurer une communication continue et d'avoir un correspondant national unique pour toutes les différentes initiatives.

Clôture: En conclusion, Ofwona Adera a identifié la nécessité d'édifier des systèmes de transparence à long terme, une coordination pérenne à différents niveaux, un soutien financier pour assurer la mise en œuvre et un suivi de l'action. Daniele Violetti, Secrétariat de la CCNUCC, a déclaré que le rôle du Forum de Durban est renforcé par son alignement thématique avec le CPRC.

Réunion d'information sur les Travaux conjoints de Koronivia sur l'agriculture

La Présidente du SBI, Karlsen, a ouvert la réunion dans le but de présenter des mises à jour sur les travaux menés dans le travail conjoint de Koronivia sur l'agriculture (TCKA), signalant que quatre des six ateliers mandatés ont déjà été tenus et que les résultats seront communiqués à la COP 26.

Réflexions des Parties: Les représentants des Parties ont présenté leurs réflexions sur les enseignements tirés des travaux menés dans le cadre de la feuille de route de Koronivia et du TCKA.

Fahmuddin Agus (Indonésie, au nom du Groupe de négociation de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur l'agriculture) a expliqué comment son groupe a coordonné les positions au sein du TCKA et étudie la possibilité de demander un financement de préparation du FVC.

Herwig Ranner (UE) a souligné comme enseignements : que divers types de soutien sont disponibles à travers la CCNUCC et les organismes des Nations Unies; qu'il n'y a pas de solutions «universelles» pour la résilience et la durabilité; qu'il est besoin de poursuivre les recherches; et que l'engagement des parties prenantes est important.

Ayman Amin (Égypte, parlant au nom du Groupe des 77/ Chine) a rappelé que les travaux sur l'agriculture dans le cadre de la CCNUCC ont commencé en 2012 et a appelé à passer à la mise en œuvre, éventuellement par le biais d'un organe permanent, tel qu'un groupe d'experts ou un comité permanent, et à des moyens de mise en œuvre durables pour les pays en développement.

Claire Cvitanovich (États-Unis) a salué les échanges techniques du TCKA et s'est interrogée sur la possibilité de traduire cela en une mise en œuvre productive. Elle a signalé que les États-Unis visent à augmenter la productivité agricole de 40% d'ici 2050 tout en réduisant de moitié l'impact environnemental.

Walter Oyhantcabal (Uruguay) a expliqué que la CDN de son pays intègre l'agriculture, qui génère 75% des émissions nationales, et a affirmé que Koronivia a éclairé les politiques nationales. Il a appelé à identifier d'autres moyens de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre au niveau local.

FAO et Perspectives du FVC: Julia Wolf, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et Janie Rioux, FVC, ont partagé les enseignements de Koronivia et le soutien disponible. Wolf a déclaré que les ateliers ont aidé à identifier les besoins, les lacunes et les contraintes et à accroître la confiance. Elle a souligné que la FAO a facilité les échanges, fourni une assistance technique et encouragé le partage des connaissances.

Rioux a déclaré que le FVC a pris note de l'importance des co-avantages, y compris les mesures d'atténuation et d'adaptation, la sécurité alimentaire et la biodiversité, pour un financement rentable. Elle a expliqué que le FVC dispose de trois «guichets» de soutien : financement de projets et programmes, soutien à l'élaboration des projets et soutien aux préparatifs de l'exécution.

Questions et réponses et clôture : Le Président du SBSTA, Mpanu Mpanu, a modéré la séance. Au sujet de la mise à jour de la feuille de route de Koronivia, il a expliqué que les Parties peuvent proposer des sujets à traiter dans le futur. Amin a suggéré de se concentrer sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire.

Ranner a souligné l'importance de la coordination dans le pays et entre les organismes internationaux pour assurer l'intégration de l'agriculture et du changement climatique. Oyhantcabal a proposé de mettre en place un pôle de connaissances de Koronivia.

Julio Cordano (Chili, présidence de la COP 25) a expliqué comment Koronivia a agi comme catalyseur de la collaboration régionale. Maggie Charnley (Royaume-Uni, nouvelle Présidence de la COP 26) a déclaré que le Royaume-Uni s'appuierait sur sa vision de la Transition rurale juste, lancée en 2019.

Actualisation du mécanisme technologique de la CCNUCC

Stephen Minas, Vice-président, Comité exécutif de la technologie (CET), a modéré la séance. Daniele Violetti, Secrétaire de la CCNUCC, a souligné le rôle des technologies climatiques pour aider les pays à mieux se remettre de la pandémie du COVID-19, tout en augmentant l'ambition climatique.

Mises à jour du mécanisme technologique : Mareer Husny, Président du CET, a déclaré que le comité est en bonne voie de mettre en œuvre son plan de travail. Il a parlé des publications sur les bonnes pratiques de mise en œuvre de l'évaluation des besoins technologiques, sur l'adoption de la technologie disponible et sur les zones côtières.

Orly Jacob, Présidente du Conseil consultatif du Centre et du Réseau des technologies climatiques (CRTC), a souligné le travail du Conseil en fournissant une assistance technique pour les initiatives et les choix technologiques pour une relance verte. Parmi ces efforts, elle a signalé les feuilles de route nationales pour l'économie circulaire, les technologies transformatrices, les technologies d'adaptation et les solutions fondées sur la nature.

Rose Mwebaza, Directrice du CRTC, a annoncé que le réseau ouvrira des bureaux régionaux en Afrique, en Amérique latine et en Asie-Pacifique. Elle a signalé une diminution de la demande d'assistance du Réseau pendant la crise du COVID-19.

Table ronde : Lors d'une discussion sur le rôle de la technologie pour reconstruire en mieux, Mary Stewart, Energetics, a indiqué que le secteur privé a du mal à fonctionner dans un environnement incertain. Elle a noté qu'il y a là une opportunité pour les gouvernements de fixer des déterminations claires pour les politiques et le financement futur, qu'il s'agisse de cibles à atteindre pour les CDN ou pour les secteurs.

Anand Tsog (Mongolie) a déclaré que les technologies intelligentes face au climat sont efficaces, tout en offrant des co-avantages tels qu'une amélioration de la santé. Elle a fait observer que ces technologies pourraient être attrayantes compte tenu des restrictions actuelles sur les budgets publics.

Henrique Schneider, Fédération suisse des petites et moyennes entreprises, a souligné le rôle des technologies endogènes, affirmant que la plupart des petites et moyennes entreprises innovent déjà. Il a rejeté l'idée selon laquelle les technologies locales ne sont peut-être pas évolutives, arguant qu'elles peuvent faciliter l'apprentissage pour la reproduction des solutions.

Roland Roesch, Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), a présenté les outils et les plateformes de facilitation de projets de l'IRENA. Il a salué les plans des pays d'investir dans les énergies renouvelables en tant que politique de récupération du COVID-19, et a déclaré que de nombreux pays développés sont intéressés à financer des CDN fondées sur les énergies renouvelables des pays en développement.

Au cours du débat qui a suivi, les conférenciers ont répondu à des questions sur le rôle des incubateurs technologiques et sur les «technologies des fruits à faible pendaison» dans la récupération du COVID-19, Stewart précisant que celles-ci sont spécifiques au pays.

Où en sommes-nous avec les CDN : renforcer l'action contre le changement climatique en 2020

Shyla Raghav, Conservation International, a modéré cette réunion qui visait à partager les expériences avec les CDN nouvelles ou mises à jour. Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Espinosa, a souligné l'importance de soumettre des CDN nouvelles ou mises à jour en 2020 et a suggéré de combiner les actions contre le changement climatique avec la récupération du COVID-19.

Carolina Schmidt, ministre de l'Environnement du Chili et Présidente de la COP 25, a encouragé les Parties à présenter des CDN améliorées en 2020 et a déclaré que la campagne «Race to Zero» lancée la semaine dernière démontre l'engagement des parties prenantes non Parties.

Table ronde: Appui à l'élaboration de CDN nouvelles ou mises à jour en 2020: Carlos Manuel Rodríguez, CDN Partnership, a indiqué que 41 partenaires fournissent 40 millions de dollars pour aider 65 pays à améliorer la qualité et l'ambition de leurs CDN, en intégrant les CDN dans les plans nationaux, et préparer des plans d'investissement.

Yannick Glemarec, Directeur exécutif, FVC, a présenté les priorités actuelles du Fonds : assurer la poursuite du portefeuille de 5,6 milliards de dollars; tirer parti du programme de préparation

pour permettre l'élaboration de mesures économiques vertes et résilientes; faciliter l'accès à la Facilité de l'élaboration des projets; et exécution du portefeuille de projets existant.

Cassie Flynn, Programme des Nations Unies pour le développement, a déclaré que la «promesse climatique» du programme a aidé 111 pays à améliorer les CDN, soulignant que les CDN sont de plus en plus considérées comme les éléments de base d'une relance verte.

Au cours du débat qui a suivi, les conférenciers ont expliqué comment le soutien international peut conduire à des CDN plus ambitieuses, notamment: en générant des données quantitatives sur les avantages économiques de l'action climatique; en démontrant des synergies avec la résilience économique; et en utilisant des financements innovants.

Table ronde : Élaboration de CDN nouvelles ou mises à jour en 2020 : Trois Parties qui ont soumis des CDN mises à jour ou révisées en 2020 ont partagé les enseignements tirés de l'expérience. Carolina Urmeneta (Chili) a indiqué que la CDN du Chili contient un budget carbone absolu pour 2020-2030 et une stratégie de transition juste. Elle a mis en exergue le dialogue et les contributions des acteurs étatiques et non étatiques, l'engagement du ministère des Finances dans une analyse coût-efficacité et l'engagement politique.

Henrik Hallgrim Eriksen (Norvège) a déclaré que la Norvège a relevé son objectif d'atténuation à 50-55% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030 et a suivi les directives de Katowice. Il a appelé à prendre au sérieux le «cycle d'ambition» et la science de l'Accord de Paris et a souligné que les attentes de la coopération avec l'UE et l'Islande ont éclairé les préparatifs.

Juliet Kabera (Rwanda) a déclaré que la révision de la CDN de son pays, qui contient une réduction des émissions de 38% d'ici 2030 par rapport au statu quo, a été permise par la volonté politique. Elle a mis l'accent sur l'intégration des CDN dans les stratégies nationales, des objectifs clairs en matière d'adaptation et de résilience et la poursuite du dialogue sectoriel.

Carlos Fuller, au nom de l'AOSIS, a indiqué que, malgré le COVID-19, les membres de l'AOSIS présenteront des CDN ambitieuses en 2020. Il a identifié la nécessité d'un soutien supplémentaire pour l'élaboration et la mise en œuvre des CDN.

Visnja Grgasović et Jacob Werksman (UE) ont déclaré que l'UE a présenté sa stratégie de développement à long terme à faibles émissions de gaz à effet de serre et qu'elle mettra à jour la CDN de l'UE en 2020, proposant une CDN avec un objectif d'émissions de 50 à 55% inférieurs aux niveaux de 1990 d'ici 2030 et un pilier social solide.

Au cours du débat qui a suivi, les conférenciers ont parlé de plans de mobilisation des financements nationaux pour la mise en œuvre des CDN mentionnant notamment les obligations vertes, les fonds verts, la mobilisation de financements privés et l'intégration du changement climatique dans tous les projets de développement.

Clôture: John Murton (Royaume-Uni), Envoyé pour le climat de la COP 26, a déclaré que le Royaume-Uni sera une «pom-pom girl sans complexe» pour l'ambition, signalant que le Royaume-Uni a doublé son engagement international en matière de financement climatique. Il a encouragé les pays qui ont soumis des «CDN peu ambitieuses» ces derniers mois à soumettre de nouvelles CDN plus ambitieuses avant la COP 26.

Dialogue avec les parties prenantes du Groupe de travail sur la facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones

Roberto Mukaro Borrero, Taíno, a ouvert la réunion avec une chanson traditionnelle. Le Coprésident du Groupe de travail sur la facilitation (GTF) de la Plateforme des peuples autochtones et communautés locales et (PPACL), Pasang Dolma Sherpa, a modéré la séance qui a fait le point sur les activités menées dans le cadre du Plan de travail de la PPACL et a entendu des suggestions.

Le Président du SBSTA, Mpanu Mpanu, a déclaré que le COVID-19 a accéléré la nécessité de transformer nos interactions avec la nature et accru la pertinence de la PPACL. Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Espinosa, a souligné qu'il est besoin de traiter le changement climatique de manière globale et a déclaré que le PPACL garantit l'inclusion des voix locales et autochtones, ce qui est maintenant plus important que jamais.

Mise à jour du GTF sur la mise en œuvre du Plan de travail de la PPACL : Dolma Sherpa a indiqué que la mise en œuvre du Plan de travail progresse malgré le COVID-19. Les membres du GTF ont rendu compte de l'état d'avancement de diverses activités.

Andrea Carmen a parlé des défis liés à l'organisation de réunions régionales avec les détenteurs de savoirs traditionnels, qui doivent souvent avoir lieu en face à face, et a présenté une proposition visant à reporter la mise en œuvre d'un an.

Dalee Sambo Dorrough a déclaré que les préparatifs d'un atelier de formation sur les droits humains individuels et collectifs des peuples autochtones sont en cours.

Au sujet d'une cartographie des bonnes pratiques en matière de participation aux organes liés au changement climatique, Elias Abourizk a déclaré que les soumissions (attendues en septembre 2020) éclaireront l'élaboration d'un document technique.

Au sujet d'une cartographie des politiques de la CCNUCC pertinentes pour les peuples autochtones et les communautés locales, Hindou Oumarou Ibrahim a partagé ses plans pour générer un inventaire exhaustif basé, entre autres, sur une enquête numérique et un appel à contributions.

Rodion Sulyandziga a parlé de son intention de fournir un document de synthèse et un outil en ligne sur les opportunités de financement au sein du système des Nations Unies sur la plateforme Web de la PPACL.

Le débat: Les participants à la réunion ont ensuite partagé avec le GTF des informations et des suggestions portant notamment sur: les travaux pertinents au titre de la Convention sur la diversité biologique, y compris un projet de décision sur la future participation des peuples autochtones; et le besoin de s'assurer de l'accessibilité à la documentation.

Les participants ont également souligné: la reconnaissance des droits des peuples autochtones; la mobilisation des communautés autochtones pour protéger les écosystèmes; les systèmes de gestion communautaire des ressources naturelles; et l'accent mis sur l'élimination du racisme et de la discrimination.

Ils ont déploré que la pandémie du COVID-19 ait permis une augmentation des activités des industries extractives et de la déforestation dans certains pays, et que les communautés autochtones soient touchées par diverses crises.

Dolma Sherpa a remercié les participants et a appelé à maintenir la dynamique pour permettre à la PPACL d'apporter des contributions positives et de mettre en œuvre son Plan de travail.

Séance de clôture

La Présidente du SBI, Karlsen, le Président du SBSTA, Mpanu Mpanu, et le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Espinosa, ont présenté leurs réflexions sur l'organisation des réunions de l'Élan de juin et des enseignements tirés, et ont fait le point sur la marche à suivre. Les représentants de YOUNGO ont également livré des messages.

Messages vidéo des jeunes : Soulignant le lien entre la santé humaine et la santé planétaire, Silke Bøltz, au nom des Jeunes européens, a appelé à assurer des conférences sur le climat qui soient durables et à faibles émissions par le biais de voyages et de restaurations à faible intensité carbone, pour «donner l'exemple».

Karim Elbana, au nom des Jeunes africains, a exhorté à développer l'empathie pour les plus vulnérables, soulignant que «des milliers de personnes pourraient mourir» du COVID-19 avant la prochaine conférence sur le changement climatique, à cause d'un accès insuffisant à l'eau et à l'assainissement. Il a appelé à faciliter l'accès à la nourriture, à l'énergie, à l'éducation, à l'emploi et aux médicaments pour les plus vulnérables.

Pramisha Thapaliya, au nom des Jeunes asiatiques, a déclaré que le COVID-19 a exposé les vulnérabilités des sociétés. Elle a suggéré que les conférences de la CCNUCC commencent à servir des aliments à base de plantes comme première étape pour démontrer leur engagement à la transition vers des pratiques agricoles et des systèmes alimentaires durables.

Michelle Hernandez, au nom des Jeunes d'Amérique du Nord, a souligné que la crise climatique a le potentiel de dévaster la communauté mondiale plus que la pandémie, déplorant l'échec de nombreux dirigeants à écouter les scientifiques. Elle a souligné que la crise climatique est également une question de droits de l'homme et de justice environnementale, et a appelé à l'inclusion des voix des communautés vulnérables.

Beatriz Pagy, au nom de la jeunesse latino-américaine, a appelé à l'intégration du «narratif climatique» dans tous les programmes, y compris les budgets nationaux; à transférer les subventions des secteurs à forte émission aux initiatives réparatrices; et à aider les communautés de base à décentraliser la prise de décision.

Dialogue et remarques de clôture : Présentant ses réflexions sur les réunions de l'Élan de juin et les interventions des jeunes, Mpanu Mpanu a souligné la nécessité de garder à l'esprit les points de vue et les souhaits des jeunes lors du renforcement de l'ambition et de l'action climatiques, et a rappelé que «nous ne pouvons pas mettre en quarantaine le changement climatique». Karlsen a observé que la récupération verte, durable et meilleure était un fil d'or à travers les nombreux événements, et a fait état d'un accord avec les représentants de YOUNGO selon lequel 2020 reste une année importante pour le climat. Elle a noté que les réunions ont démontré que le processus de la CCNUCC n'était pas dormant pendant la pandémie et qu'il répond à l'urgence d'une ambition et d'une action plus favorables en matière de lutte contre le changement climatique. Espinosa a remercié les jeunes d'avoir démontré leur volonté de faire partie de la solution.

Karlsen a ensuite partagé des données sur la participation, signalant: plus de 12 000 vues des 17 réunions ouvertes; six événements supplémentaires nécessitant une inscription, y compris des réunions des organes constitués; et 136 conférenciers, dont 48% sont des femmes. Elle a déclaré que malgré une organisation technique «fluide» dans l'ensemble, la connectivité et les fuseaux horaires présentent encore des défis qui restent à relever.

Karlsen et Mpanu ont évalué l'Élan de juin par rapport aux attentes établies. Au sujet des avancées réalisées dans le domaine de l'action pour le climat, ils ont pris note des activités qui

permettront de faire progresser le programme, notamment l'action pour l'autonomisation climatique et les travaux conjoints de Koronivia sur l'agriculture. Au sujet de la réponse à la nécessité d'une plus grande ambition et action climatiques, ils ont évoqué des réunions qui ont souligné la nécessité d'une relance durable, y compris l'utilisation des CDN comme cadres.

Au sujet de l'avancement des travaux techniques et de la mise en place d'une plateforme d'échange d'informations, ils ont fait état des discussions précieuses qui ont porté notamment sur la transparence dans le cadre du Forum de Durban sur le renforcement des capacités et lors des réunions des organes constitués, y compris la première réunion du Comité de mise en œuvre et de conformité de l'Accord de Paris. Au sujet de la promotion de l'engagement, ils ont souligné que le format virtuel a atteint un large public, mettant en exergue le rôle essentiel des parties prenantes dans l'ambition et l'action climatiques.

Au sujet de l'appui sur les enseignements tirés, ils ont souligné le besoin de plus d'espaces d'interaction et d'engagement et de plus de temps pour les préparatifs généraux.

Espinosa a suggéré que les discussions sur le Dynamique de juin ont constitué un constat clair par ceux qui y ont pris part que, «si la crise a peut-être changé notre façon de travailler ensemble, elle n'a pas arrêté le travail». Elle a exprimé l'espoir que les discussions ont aidé les pays avant les réunions des organes subsidiaires en octobre 2020.

Soulignant que «le meilleur de 2020 est encore devant nous et que nous devons aplatir la courbe du changement climatique de manière durable», Mpanu Mpanu et Karlsen ont remercié tous les participants et toutes les parties prenantes. Ils ont clos la réunion, exprimant leur détermination à assurer le succès des réunions des organes subsidiaires de manière transparente, inclusive et efficace.

Glossaire

AOSIS	Alliance des petits États insulaires
CMJB	Communications de mise à jour biennales
GCE	Groupe consultatif d'Experts
COP	Conférence des Parties
CTR	Cadre de transparence renforcée
GTF	Groupe de travail sur la facilitation
FVC	Fonds vert pour le climat
TCKA	Travail conjoint de Koronivia sur l'Agriculture
PPACL	Plateforme des Peuples autochtones et Communautés locales
PAM	Pays les moins avancés
GEPMA	Groupe d'Experts sur les Pays les moins avancés
MNV	Mesure, notification et vérification
PNA	Plans Nationaux d'Adaptation
PANA	Programmes d'Action Nationaux pour l'Adaptation
CDN	Contributions déterminées Nationales
CPRC	Comité de Paris sur le renforcement des capacités
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SBSTA	Organe subsidiaire de conseils scientifique et technologique
PEID	Petits États insulaires en développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur le Changement climatique
YOUNGO	Organisation non gouvernementale des Jeunes